Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2020)
Heft: 2286

Artikel: Après la pandémie, la solidarité plus que l'austérité : déjà d'importantes dépenses pour éviter le pire, mais cet effort financier ne suffit pas

Autor: Delley, Jean-Daniel

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1024095

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 02.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Après la pandémie, la solidarité plus que l'austérité

Déjà d'importantes dépenses pour éviter le pire, mais cet effort financier ne suffit pas

Jean-Daniel Delley - 14 mai 2020 - URL: https://www.domainepublic.ch/articles/36659

Face à la pandémie et après quelques hésitations, le Conseil fédéral a pris les mesures nécessaires en cas de situation extraordinaire, comme le prévoit la loi sur les épidémies (DP 2285). Il a notamment débloqué des crédits importants pour éviter l'asphyxie des entreprises et assurer les revenus des personnes.

Déjà des craintes se font entendre quant aux montants en jeu et à la capacité à en assumer la charge. Pourtant avant de savoir comment payer cette facture, il faudrait s'assurer que l'effort financier consenti jusqu'à présent est suffisant.

L'addition des crédits débloqués par le Conseil fédéral, des compléments ajoutés par le parlement en faveur des crèches, du sport, du tourisme et des médias ainsi que les aides cantonales et communales s'élève à plus de cent milliards de francs.

Certes une partie de cette somme finance des prêts remboursables à l'échéance de cinq à sept ans. Mais la facture n'est pas définitive et peut encore augmenter au gré d'éventuels sursauts épidémiques.

A quoi il faut ajouter l'effet aggravant d'une baisse des rentrées fiscales. Au total, le grand argentier prévoit pour 2020 un déficit de 30 à 50 milliards.

Une manne qui sauve qui?

Mais avant de débattre des moyens pour combler ce trou, il convient d'examiner qui sont les principaux bénéficiaires de cette manne.

Certes les crédits consentis assureront une bouffée d'oxygène aux PME. Mais comme le relève la *Wochenzeitung*, ces prêts garantis par la Confédération permettront d'assurer la solvabilité de débiteurs auxquels les banques avaient préalablement accordé des crédits douteux.

Ainsi depuis 2010, Credit Suisse a vu croître ce type de prêts de 19 à 41 milliards. Le coronavirus permet ainsi de les transférer aux finances publiques.

Toutes les victimes économiques de la pandémie n'ont pas bénéficié d'une aide aussi rapide, quand elles n'ont pas tout simplement été oubliées. Le parlement est fort heureusement intervenu, pensant à ceux que le Conseil fédéral avait négligés. Mais il n'a toujours pas trouvé de solution pour les locaux commerciaux dont les occupants restent dépendants de la bonne ou mauvaise volonté des bailleurs (DP 2284).

Et que dire des 50'000 licenciements intervenus depuis le début de la crise, alors même que le chômage partiel devait permettre de les éviter? Mais aussi des sans-papiers et personnes à statut précaire condamnés à quémander des produits de première nécessité, exclus du filet social mais indispensables au fonctionnement de l'économie?

Alors avant même de faire les comptes, il s'agit de combler ces lacunes et d'augmenter encore les dépenses publiques.

Car sans des revenus suffisants dans les poches des consommateurs, il est vain de croire à une reprise économique: quelle entreprise va investir sachant que la demande fait défaut?

La dépression menace

Sans cette intervention massive de l'Etat, le professeur Sergio Rossi s'attend à une grande dépression. Immanquablement, nous y aboutirons si prévalent les propositions d'économies qui s'expriment et si la droite persiste à refuser toute augmentation de la fiscalité, prônant même une *«décrue fiscale»*. Déjà l'UDC tient prêt son catalogue de coupes budgétaires (coopération au

développement, fonds de cohésion européen ou culture, notamment).

Il ne s'agit ni d'instaurer un self-service financier ni d'adopter la pratique de l'arrosoir, mais de cibler les dépenses. Celles-ci doivent tout à la fois créer des emplois et répondre aux besoins prioritaires, en particulier ceux de la transition énergétique et de la lutte contre le dérèglement climatique.

A cet égard, les aides apportées à l'industrie aérienne constituent un parfait contre-exemple. Un appui temporaire est certes nécessaire, mais il ne s'inscrit dans aucune perspective d'avenir: Quid, par exemple, des carburants synthétiques, de prix traduisant le coût réel des vols ou de l'abolition des trajets de courte distance?

Il ne s'agit pas non plus de ponctionner des entreprises en difficulté, mais de faire payer leur juste part à celles qui engrangent des bénéfices. Le parti socialiste a élaboré un document stratégique qui va dans ce sens: effort fiscal temporaire des hauts revenus et des grandes fortunes, taxation complète des dividendes, taxation des successions à partir de dix millions de francs et augmentation de l'impôt sur les bénéfices.

La pandémie a mis en évidence les inégalités au sein de la société. Pour la combattre, les autorités ont beaucoup misé sur la solidarité. Mais pour maintenir cette solidarité, il faut revoir la fiscalité dans le sens d'une plus grande équité. Tel est le prix de la cohésion sociale.

Les dessous de l'entrée de la Colombie à l'OCDE

Des failles dans l'admission du 37e membre de l'Organisation de coopération et de développement économiques

Charlotte Robert - 13 mai 2020 - URL: https://www.domainepublic.ch/articles/36652

Le 28 avril dernier, la Colombie a rejoint l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), comme 37e membre et donc comme pays suffisamment riche. Dans son communiqué de presse, l'organisation explique que le processus d'examen de toutes les politiques publiques a duré cinq ans.

Elle soutient qu'*«au-delà de ses aspects techniques, le processus d'adhésion a servi à la Colombie de catalyseur pour procéder à d'importantes réformes destinées à améliorer le bien-être de ses citoyens, par exemple à réduire l'activité informelle sur le marché du travail, à améliorer la qualité et la pertinence de l'éducation et de la formation ou encore à assurer la viabilité à long terme du système de santé».*

Deux jours plus tard, au matin du 30 avril, le quotidien national *El Espectador* poussait un cri d'alarme: *«Si on ne nous aide pas, il y aura une catastrophe dans les Amazonies»*. C'est là que le taux d'infection au Covid-19 est le plus élevé: pour 100'000 habitants, 80 cas testés positifs – en Suisse, ce nombre est de 35.

Comment se fait-il qu'au milieu de la forêt amazonienne, là où l'on recense à peine plus de deux habitants au kilomètre carré, la pandémie frappe si durement?

Amazonas est le département le plus méridional de la Colombie. Comme son nom l'indique, il se trouve dans l'Amazonie au même titre que neuf autres départements qui représentent ensemble les deux tiers de la surface du pays, peut-être plus connu pour ses montagnes.